



LA GÉORGIE

POLITIQUE & SOCIALE

RÉDACTION & ADMINISTRATION : 51, rue Saint-Sauveur, PARIS

LA GÉORGIE est en vente à la SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE & D'ÉDITION (Librairie Georges Bellais) 17, rue Cujas, Paris (V^e).

SOMMAIRE

La Géorgie et la Fédération du Caucase. — L'ami de la Géorgie, M. Basile Velitchko. — Le mouvement ouvrier en Géorgie. — Informations. — L'opinion publique russe et européenne sur la Géorgie. — L'œuvre de Vostorgof. — De la Justice populaire. — Bibliographie de la Géorgie.

La Géorgie et la Fédération du Caucase

Nous n'avons pas de titres pour parler au nom de tous les Caucasiens. Mais il nous semble indispensable de dire quelques mots sur l'évolution politique possible et désirable au Caucase.

Géographiquement, économiquement et historiquement la Géorgie est étroitement liée avec le Caucase. Du moment qu'on parle de l'avenir de la Géorgie, on ne peut passer sous silence le sort du Caucase. Notre pays, faisant partie du Caucase, il sera toujours sous l'influence des conditions générales qui peuvent être faites au Caucase. C'est pourquoi nous devons envisager la question de la future organisation de ce pays.

Géographiquement, le Caucase se divise en deux parties : le Caucase du Nord et la Transcaucasie, la montagne et la vallée. La montagne est habitée par des montagnards Tcherkeses, Tchetchènes, Kabardo, Lesghines, etc. Ces peuples diffèrent radicalement des Transcaucasiens au point de vue ethnique et linguistique aussi bien qu'à celui de la religion et de la culture.

Moins civilisés, moins appropriés à la vie d'industrie et d'échanges, les montagnards du Caucase sont groupés par petites tribus dans ces rochers

inaccessibles. Ils sont gouvernés militairement par la Russie. Un régime rigoureux, qui annihile leurs propres coutumes et usages, leur est imposé.

Nous ne saurions pas dire dans quel sens il faudrait changer ce régime écrasant. Nous laissons aux Caucasiens eux-mêmes le soin de formuler leurs griefs. (Et, nous en sommes sûrs, ils ne tarderont pas à le faire.) Ce que nous pouvons affirmer ici, c'est que la montagne avec ses traditions, coutumes et usages, avec sa religion mahométane qui renferme en elle des principes et une morale très élevés, ne saurait être éternellement gouvernée par les lois martiales d'un régime oppressif.

Nous croyons qu'avec la décentralisation de la Russie, avec la disparition du régime administratif contemporain, les montagnards du Caucase feront preuve de capacité pour le développement politique, qu'ils s'organiseront selon leurs groupements et d'après leurs coutumes, qu'ils s'habitueront à une vie solidaire avec l'autre partie du Caucase, la Transcaucasie, et que peu à peu ils se fédéreront avec leurs voisins.

Nous ne préconisons pas d'organisation ni de voie à suivre ; nous exprimons seulement notre conviction que le régime militaire, tel qu'il est imposé aux montagnards du Caucase, ne peut pas durer, qu'il ne saurait résister à la solidarité naissante de tous les Caucasiens et à leur désir de s'organiser autonomiquement.

La Transcaucasie est plus avancée, plus cultivée et plus préparée pour la vie politique. Et puis, en comparaison avec le Caucase du Nord, elle est plus unifiée ; et, au point de vue ethnique et linguistique, elle est moins complexe. La Transcaucasie, d'après la nationalité et la religion, se divise en trois groupes : les Géorgiens, les Arméniens et les Turcs.

Les Géorgiens, excepté une partie du gouvernement de Tiflis, forment une unité à part. Ils occupent un territoire où une population compacte parle le géorgien et pratique la religion gréco-orthodoxe. Les Arméniens et les Turcs forment, pour ainsi dire,



un autre groupement. Les Arméniens, qui ont leur langue nationale et pratiquent la religion chrétienne arméno-grégorienne, vivent mélangés avec les Turcs. Les gouvernements d'Erivane, d'Elisabetopol et de Bakou sont peuplés par les deux nations — arménienne et turque — qui sont groupées, l'une à côté de l'autre, par districts.

Si nous prenions en considération ces conditions, nous pourrions diviser la Transcaucasie en deux parties naturelles, en deux groupements. D'un côté, la Géorgie avec sa population compacte, de l'autre côté, les Arméniens et les Turcs. C'est la diversité ethnique, linguistique et géographique qui sert de base à cette division. Et on pourrait en invoquer d'autres encore historico-juridiques. Certes, on trouve aussi les Arméniens et les Turcs en Géorgie; mais ici ils ne sont pas nombreux, tandis qu'ils se partagent l'autre partie de la Transcaucasie.

La Géorgie exprime aujourd'hui le besoin et le désir de devenir une nation autonome.

Et elle espère tôt ou tard obtenir cette autonomie. Mais quoique étant une unité nationale, la Géorgie n'en reste pas moins une partie de la Transcaucasie et du Caucase tout entier. Quels liens doivent exister entre la Géorgie et l'autre partie du Caucase?

Aujourd'hui, la Géorgie est liée économiquement au reste de la Transcaucasie et elle subit le même sort par l'oppression du tzarisme. Les liens économiques (avec le temps) se développeront, parallèlement; sous la menace et le péril commun, la solidarité entre nations caucasiennes se développera aussi. Le trait caractéristique qui existe, en ce moment, dans la Transcaucasie, c'est l'union des organisations ouvrières du Caucase. Cette union, récemment, proclama dans son programme politique, l'autonomie de la Transcaucasie. Donc il y a nécessité réelle à régler en commun les questions de la vie locale. Et cette nécessité s'accroîtra, se développera au fur et à mesure que s'éveillera la conscience des peuples du Caucase.

Ici, comme ailleurs, nous n'assumons pas la responsabilité de tracer une voie politique commune pour la Transcaucasie. Mais, ici comme ailleurs, nous nous permettons de croire que les deux groupements de la Transcaucasie, après s'être organisés autonomiquement, chacun à part, seront contraints de se fédérer par les nécessités de la vie commune. L'organisation autonome des trois gouvernements du Caucase peuplés d'Arméniens et de Turcs, nous paraît aussi indispensable que la même organisation pour la Géorgie. Les Arméniens et les Turcs éclairés s'occuperont de cette question, nous en sommes sûrs; ils élaboreront le système dualiste des institutions locales conformes aux besoins des deux nations, qui entreront dans le cercle de cette autonomie.

Quant à nous, nous ne pourrions que nous associer à cette œuvre commune et faciliter, autant qu'il sera en notre pouvoir, l'organisation fédérative du Caucase. Et la Fédération caucasienne, composée de ces différentes unités caucasiennes, librement unies dans

une organisation politique commune, fera, de son côté, spontanément partie d'une autre grande fédération : la Russie.

La Géorgie, mesurant la gravité et l'ampleur de ce problème, invite les partis intéressés à élaborer en commun les bases de cette organisation future, pour que ce qui paraît à ce moment irréalisable et difficile, devienne clair et indiscutable. Nous invitons les autonomistes caucasiens à créer une union pour ébaucher, d'accord avec l'union des partis socialistes du Caucase, le contour d'un nouvel édifice politique.

L' « AMI » DE LA GÉORGIE

REDACTION & ADMINISTRATION

M. Basile VELITCHKO

M. Quillard a dévoilé, dans l'*Européen*, les intrigues et les procédés ignobles de M. Velitchko, ancien rédacteur en chef du *Caukas*, organe russe officiel. « Lorsqu'il revint s'installer au Caucase, dit M. Quillard, ce fonctionnaire en disponibilité du ministère de l'agriculture se piquait de libéralisme. Il s'était acquis surtout le renom de poète et excellait à chanter la rose et le rossignol ainsi que les beaux yeux des Géorgiennes. Mais il avait d'autres ambitions ». Et M. Quillard nous raconte tous ces procédés malpropres, toutes ces machinations insolentes dirigées contre la population arménienne, pour laquelle il portait dans son cœur une haine profonde.

Pour que M. Velitchko apparaisse dans toute la splendeur de sa gloire, et de ses exploits malhonnêtes, nous voulons ajouter quelques traits qui caractériseront les desseins déguisés de ce triste personnage.

Le plan de conduite fut arrêté par M. Velitchko bien avant son départ de Pétersbourg pour le Caucase. Là, à Pétersbourg il avait fait connaissance avec les étudiants géorgiens. Il se montrait très dévoué à la cause du peuple géorgien. Il s'intéressait à la poésie géorgienne, faisait des traductions, des poèmes et des vers. Il invitait souvent chez lui les étudiants géorgiens, il les comblait d'attentions et de prévenances. Quand il fit paraître un volume de ses poésies, il fit cadeau d'un exemplaire à chaque étudiant avec une dédicace et quelques mots aimables pour chacun. Mais M. Velitchko ne s'arrêtait pas là. Quand les étudiants géorgiens se groupaient devant lui, il leur tenait des propos fort suggestifs. Je me rappelle très bien un de ces discours. « Vous êtes heureux, disait-il aux étudiants, ravis par tant d'affection pour leur nation opprimée, vous êtes heureux, vous, les jeunes Géorgiens. Vous avez l'avenir. Les étudiants russes sont malheureux parce qu'ils n'ont pas un idéal. Tandis que vous vous en avez un — c'est la restauration de votre vie nationale. Je vous félicite d'avoir dans votre cœur cette noble tâche et je bois à la prospérité de votre beau pays. »

Quelque temps après ces tendres discours, M. Velitchko arriva au Caucase où il continua à flatter, louer



et encourager les Géorgiens. En même temps il commença son combat contre les Arméniens. Il profita adroitement des désaccords et des malentendus existant entre une fraction de la société géorgienno-arménienne. Tendant une main fraternelle aux Géorgiens et montrant un poing hostile aux Arméniens, il versait de l'huile sur le feu et essayait de diviser et de heurter l'un contre l'autre ces deux peuples voisins.

Une partie de la société géorgienne, caressée par les flatteries et par les compliments et les prévenances d'un des représentants de l'autorité qui fut en même temps un poète russe (très médiocre, il est vrai), devint bientôt un instrument aveugle dans la main d'un politicien habile. Vélitchko leur assurait que la Géorgie peut compter sur le gouvernement russe qui les protégera toujours contre les Arméniens envahisseurs. Par de pareils procédés, M. Vélitchko avivait l'animosité entre Arméniens et Géorgiens, car il soutenait toujours les préjugés de la Géorgie féodale contre le péril de l'Arménie bourgeoise.

Heureusement pour les Géorgiens et pour la dignité du peuple géorgien, M. Velitchko non seulement n'a pu convertir les couches démocratiques ni une grande partie de la jeunesse géorgienne, mais dès le début il se heurta à une opposition ferme et résolue. Cette partie de la société géorgienne a bien compris que Vélitchko essayait de faire jouer aux Géorgiens le mauvais jeu de leurs ennemis. La polémique engagée contre M. Velitchko par *Novoie Obozrenié* qui avait les jeunes Géorgiens comme principaux collaborateurs et rédacteurs, sera toujours un témoignage éclatant que la partie éclairée et avisée de la société géorgienne n'a jamais voulu avoir rien de commun avec un agent provocateur comme Vélitchko.

Oui, ce fut un agent provocateur. Nous en avons des preuves décisives. Et cela est évident non seulement pour nous, mais pour presque tous ses anciens partisans. M. Velitchko qui admirait toujours, *avant et pendant* son séjour au Caucase, le génie du peuple géorgien, qui lui prédisait un avenir splendide, qui admirait démesurément la poésie géorgienne, M. Velitchko, après avoir quitté le Caucase, reprit une autre chanson. La société géorgienne ne le perdait pas de vue. Elle suivait de près les écrits et les actes de son ancien admirateur. D'abord on remarqua qu'il n'y avait plus à Pétersbourg de rendez-vous et de pourparlers avec les étudiants géorgiens, qu'il n'y avait plus de discours pleins de promesses. Quant à ses écrits, Vélitchko continuait dans la presse de Pétersbourg ses attaques contre les Arméniens, mais ses éloges pour les Géorgiens furent considérablement diminués. Et quand il commençait à parler de la Géorgie, il ne disait plus rien sur l'avenir national de ce pays, sur la poésie et la culture géorgienne, il fixait l'attention de ses lecteurs surtout sur les qualités militaires du peuple géorgien. Et voilà que dernièrement il a dit son dernier mot, il a dévoilé ses desseins malpropres, il a rejeté son déguisement et s'est montré tel qu'il est. Voici ce qu'il dit sur le peuple qui fut pour lui naguère un objet d'admiration et même d'exaltation :

« Les Géorgiens s'amuse trop, ils s'amuse parce

qu'ils n'ont rien à faire... Ça et là *presque toute une génération nouvelle est engendrée dans l'ivresse...* Parmi les Géorgiens il n'existe pas de sécurité. Ils épuisent leur courage et leur chevalerie dans les débauches et les querelles qui les amènent bien souvent sur les bancs des accusés. Pour profiter de cette force brutale il faudrait créer des régiments géorgiens et les envoyer au loin, sur la frontière. L'autorité du Caucase a manqué une récente occasion. Elle eût dû créer une milice de la noblesse géorgienne et l'expédier en Chine ou coloniser par les Géorgiens la frontière de la Mandchourie ».

Ainsi parle le prétendu ami des Géorgiens. Ainsi apparaît le loup déguisé longtemps en agneau. Et dire que ce grossier soudard, vêtu d'une redingote noire, a pu pendant six ans jouer impunément son rôle d'agent provocateur ! Les leçons de l'histoire sont quelquefois dures mais toujours utiles à enregistrer.

LE MOUVEMENT OUVRIER EN GÉORGIE

I

Le mouvement ouvrier de la Transcaucasie attire l'attention, non seulement de la Russie, mais même de l'Europe occidentale. Les derniers et sanglants événements de Bakou, de Tiflis, de Chiatouri, de Mikhaïlovo et de Batoum émurent l'opinion publique de l'Europe. Comme le principal champ du mouvement ouvrier est en Géorgie et que l'opinion publique n'a pas une exacte idée du caractère et de l'étendue de ce mouvement, nous croyons nécessaire de donner quelques renseignements sur les organisations ouvrières de la Transcaucasie.

Le premier Comité social-démocrate fut créé à Tiflis en 1898. Les intellectuels (Géorgiens) fondèrent des petits groupes ouvriers dans lesquels ils propageaient les idées socialistes, à savoir : la lutte des classes, la théorie de la plus-value, etc. Le Comité n'avait pas alors de typographie clandestine et, par conséquent, n'a même pas pu propager de feuilles volantes. Les ouvriers lisaient les traductions des brochures russes défendues, en manuscrit géorgien, parce que la plupart d'entre eux ne comprenaient pas le russe.

Dans lesdits groupes entraient les ouvriers des deux nationalités, Géorgiens et Arméniens. La majorité se composait de Géorgiens, parce que les ouvriers géorgiens sont les plus nombreux à Tiflis. En 1899, pour la première fois, le Comité édita une proclamation en géorgien. C'était la première feuille socialiste non seulement à Tiflis, mais dans toute la Transcaucasie. La proclamation parlait de la fête du 1^{er} Mai, elle conseillait aux ouvriers géorgiens de s'unir aux ouvriers européens et de chômer pour cette fête commune. On distribuait les proclamations principalement dans les groupes, parce qu'on ne voulait pas attirer l'attention des gendarmes qui, alors, ne se doutaient de rien. Dans la même année on organisa en dehors de la ville de Tiflis une fête du 1^{er} Mai. Il ne s'y rassembla pas plus de cent hommes. On y lut la proclamation, plusieurs discours furent prononcés et l'assistance se sépara en chantant des chants révolutionnaires. Cette fête éveilla un vif intérêt parmi les ouvriers qui n'étaient pas encore enrôlés dans les groupes. Ils reprochèrent aux membres des groupes de ne pas les y



avoir invités. La conscience ouvrière commença à s'éveiller. Les groupes se multiplièrent. Il fallait augmenter le nombre des propagandistes intellectuels, surtout attirer les intellectuels arméniens. Ceux-ci, malheureusement furent en grande majorité contre ce mouvement, donnant comme arguments de leur abstention, la nécessité de concentrer toutes leurs forces pour résoudre la question arménienne en Turquie.

Malgré cet exclusivisme, il se trouva un Arménien instruit qui fonda des groupes arméniens et qui entra lui-même comme membre dans le Comité. Dans la même année (1899) les ouvriers du chemin de fer de Tiflis proclamèrent une grève pour protester contre une circulaire du ministre des ponts et chaussées. La circulaire visait les ouvriers et les petits fonctionnaires. La grève a complètement réussi. Le ministre retira sa circulaire et tout rentra dans l'ordre de choses antérieur dans tout l'Empire.

Les ouvriers de Tiflis, pour la première fois, rendirent un service aux ouvriers des chemins de fer de toute la Russie. Ce fut une victoire. Ce succès encouragea les ouvriers et contribua à les unir plus étroitement.

En 1900, le Comité décida, encore une fois, d'organiser la fête du 1^{er} Mai en dehors de la ville. Ce jour-là, il n'y eut pas de proclamations. Les ouvriers, un drapeau rouge déployé, au nombre de 500, allèrent à quelques kilomètres de la ville. Là, sur les rameaux des arbres on avait accroché les photographies de Marx, d'Engels, de Lassalle; sur les routes, des sentinelles avaient été placées pour prévenir les camarades de l'arrivée de la police. Mais les gendarmes sommeillaient encore. Cette fête réussit très bien. Plusieurs discours furent prononcés; on lut la proclamation parue pour la fête du 1^{er} Mai de l'année précédente; les ouvriers l'accueillirent avec enthousiasme. Et, à la fin, on décida pour l'année suivante de manifester dans les rues de Tiflis.

Dans la même année (1900), en été, les ouvriers des chemins de fer proclamèrent encore une fois une grève qui ne réussit pas. Et cette défaite a démontré aux ouvriers que le succès de leur cause dépend de l'effondrement de l'autocratie russe. Pour la première fois pendant cette grève, les soldats furent consignés. Les cosaques épiaient les ouvriers, entraînaient la nuit dans leurs logements et les arrachaient de leurs lits. Le comité propagea nombre de proclamations rédigées en géorgien et en russe. 800 ouvriers furent arrêtés. Escortés par les gendarmes, ils furent reconduits dans la Géorgie occidentale (c'étaient des Géorgiens du gouvernement du Koutaïs) où on les casa dans leurs villages nataux, sous la surveillance de la police locale. Pendant deux semaines le travail fut arrêté. Le chemin de fer fit de grandes pertes. Mais le chef du chemin de fer transcaucasien, M. Vedeneef s'obstina. Il disait qu'il était prêt à sacrifier toute sa fortune (il était millionnaire) pour vaincre l'insolence des ouvriers. Il décida de ne plus reprendre d'ouvriers de la localité et voulut faire venir des ouvriers russes. Il télégraphia à Vladimir pour demander qu'on envoyât des ouvriers des chemins de fer à Tiflis. Mais les ouvriers de Vladimir — sitôt qu'ils connurent la vraie cause de cette démarche — refusèrent d'y aller, et prévinrent les ouvriers des autres villes d'agir dans le même sens. De sorte que M. Vedeneef fut contraint de reprendre les ouvriers géorgiens qu'il avait renvoyés dans leurs villages. Mais, pour se venger, il leur fit passer un examen de langue russe. L'ouvrier qui ne comprenait pas le russe n'était pas admis. On voulut par cela res-

treindre le nombre des ouvriers géorgiens et arméniens. Mais M. Vedeneef fut puni: on le tua dans sa propre maison. L'auteur de ce « crime politique » n'a pu être retrouvé.

Dans la même année (1900) on organisa la grève des conducteurs et des cochers de tramways, des ouvriers des fabriques de tabac, etc. Cet événement réveilla enfin l'administration qui commença à rechercher les agitateurs. A ce moment-là entrèrent dans le comité des membres russes qui organisèrent les groupes russes. (Auparavant c'étaient les Géorgiens qui travaillaient dans ces groupes). Quelques brochures socialistes avaient paru en géorgien. La propagande se transformait en agitation. La première proclamation « politique » parut en 1901. La proclamation invitait les ouvriers à manifester dans les rues. Cette proclamation fut imprimée en géorgien et en russe (malheureusement on n'avait pas pu encore la faire paraître en arménien). L'administration espérait arrêter ce mouvement en emprisonnant les agitateurs. Ainsi furent arrêtés S. Djibladzé Phranchesco, les rédacteurs du journal géorgien *Kvali* et on fit des perquisitions à la rédaction. Les ouvriers Tchintladzé et Z. Djibladzé furent également arrêtés. Malgré cela, le 27 avril on organisa une manifestation à laquelle prirent part 3.000 ouvriers qui maudissaient l'autocratie et acclamaient la liberté. Les cosaques se lancèrent sur les ouvriers. Il se produisit une horrible mêlée. L'ouvrier Mamaladzé fit feu sur le commissaire de police qui fut blessé. Des deux côtés il y eut de nombreux blessés. Personne ne fut tué. Grand nombre d'ouvriers furent arrêtés, quatre ouvriers exilés en Russie, les autres furent relâchés.

C'est depuis cet événement qu'on enregistre officiellement le mouvement ouvrier du Caucase. Notre « société » fut surprise, l'administration fut exaspérée et redoubla son zèle. Le rédacteur en chef de *Kvali*, M. Geordania, fut arrêté après cette manifestation, ainsi que les rédacteurs G. Tsoulonkidzé, T. Djoubeli, H. Kaladzé. On fit des perquisitions chez tous ceux qui collaboraient au journal et chez de nombreux ouvriers. Mais cette terreur n'a intimidé personne. Au contraire le mouvement s'est accru, il s'est propagé dans les autres villes et campagnes.

(A suivre.)

INFORMATIONS

I
On est officiellement informé qu'à partir de l'année prochaine, dans les écoles paroissiales de la Mingrétie (partie occidentale de la Géorgie), la langue géorgienne sera remplacée par la langue russe. C'est le résultat du voyage de l'Exarque de la Géorgie, dont nous parlons ailleurs notre correspondant.

II
L'inspecteur des écoles de la « Société de la restauration de la religion orthodoxe au Caucase », M. Mamineichvili (Géorgien), a reçu son changement il a été envoyé en Russie et à sa place on a mis un Russe.

Cette disgrâce produit une vive indignation dans le pays, où les services de M. Mamineichvili étaient bien appréciés, non seulement de la population, mais même



des fonctionnaires russes. Cette mesure de méfiance est l'œuvre de Vostorgof.

III

Les instituteurs géorgiens destitués. — Dans les écoles primaires de la Géorgie, d'après un décret du ministère de l'instruction publique, les instituteurs supérieurs doivent dorénavant être d'origine russe.

Cette nouvelle mesure creusera davantage l'abîme entre l'école et le peuple. La même décision est prise par les autorités ecclésiastiques pour les écoles paroissiales.

IV

Les écoles des paroisses. — Des 600 paroisses de la Géorgie, il n'y en a que 196 qui aient une école. 406 paroisses sont complètement dépourvues d'instruction primaire.

Dans quelques paroisses, on a fondé des bibliothèques. Elles sont au nombre de 48. Mais dans ces bibliothèques, les livres en langue géorgienne ne sont presque pas tolérés.

V

Le vice-gouverneur de Kichenef, Oustrougof, vient d'être nommé membre du conseil du gouvernement général du Caucase. Le nom de ce fonctionnaire n'est pas inconnu du public. C'est un des hauts protecteurs et collaborateurs du *Bessarobets*, journal antisémite de Kichenef, qui a une si grande responsabilité dans les massacres de la malheureuse population juive de Kichenef.

Oustrougof a réussi à concentrer dans ses mains toutes les affaires concernant les juifs, écrivait le *Frankfurter Zeitung* (25 mai). Les lois le gênaient si peu, que le Sénat a été obligé de le rappeler à l'ordre. Pendant les massacres de Kichenef, il se promenait en voiture pour faire des visites le jour de Pâques et lorsque les juifs accouraient vers lui, le suppliant de les protéger, il les repoussait en criant comme un furieux : « Allez-vous-en, youpins ! » Ce bourreau vient d'être nommé au Caucase, où on le verra bientôt se livrer à quelque vilaine besogne digne de celles qui illustrèrent son glorieux passé.

L'opinion publique russe et européenne sur la Géorgie

I

L'Osvobodjézié, organe des constitutionnalistes russes, dans son n° 3, nous consacre un article et nous dit, entre autres choses, ces mots encourageants :

La Géorgie croit qu'elle trouvera de la sympathie parmi les libéraux et les socialistes russes. Les libéraux russes, en grande partie du moins, et à plus forte raison les socialistes, n'ont jamais rien eu de commun avec la politique gouvernementale pratiquée contre les nombreux peuples soumis à la Russie la Pologne qui lutte pour ses droits, la Finlande qui proteste contre la viola-

tion de sa constitution ont toujours trouvé, en dépit des serviteurs du gouvernement qui les raillent, une vive sympathie dans la fraction libérale et radicale de la société russe. Cette fraction croit que l'amour de la patrie, du peuple, de la culture ne doit pas faire naître dans le cœur la haine de ceux qui sont prêts, pour leur part, à tout sacrifier pour l'amour de leur patrie, de leur peuple et de leur culture. En 1863, beaucoup de Russes donnèrent la preuve de leurs sentiments en se sacrifiant pour la liberté de la Pologne. Nous n'avons pas de raison pour traiter la Géorgie autrement.

La Géorgie comprend bien que la restauration de l'Etat géorgien indépendant est impossible à présent et elle ne pense pas à cela. Elle ne veut que l'autonomie nationale de la Géorgie qui fera partie d'une Russie fédérative. Et pour devancer l'objection qu'on pourrait lui faire, le journal essaye d'élucider la situation et les droits des autres nationalités arméniennes et turques qui seront en minorité dans la Géorgie autonome.

Nous ne pouvons pas, ici, suivre le journal dans la tâche qu'il s'est donnée de résoudre cette complexe et difficile question; mais nous lui souhaitons de trouver une solution telle, qu'elle soit acceptable également pour les Arméniens et pour les Turcs. Et en même temps c'est avec joie que nous saluons l'initiative libératrice pour laquelle est créé ce journal et nous espérons que ce mouvement ayant un caractère national géorgien, contribuera pour sa part au mouvement qui unit en ce moment tous les partis d'opposition de la Russie.

M. Jean Longuet, dans la *Petite République*, écrit :

Contre le despotisme russe

L'oppression du tsarisme russe a deux aspects. D'une part, elle étouffe toute vie politique dans l'ensemble du pays, fait peser un joug intolérable sur toutes les catégories de la population de l'empire, sans distinction de sexe, de race ou de religion.

D'autre part, elle s'attache à persécuter cruellement les diverses nationalités que l'immense empire slave comprend en dehors des Russes, à éliminer brutalement la langue, les institutions représentatives, les mœurs et les coutumes des Polonais, des Finlandais, des Juifs, des Lithuaniens, des Arméniens, des Géorgiens.

L'oppression subie par ces derniers est en général peu connue du grand public. Les Géorgiens n'en ont pas moins été compris dans les mesures liberticides générales édictées sous l'influence du sinistre Pobiedonostzef...

... Très justement, les géorgiens montrent que l'évolution de la Russie émancipée du despotisme, ne pourra se faire que dans la direction fédéraliste, vers une large décentralisation, grâce à laquelle les deux millions et demi de Géorgiens pourront développer harmonieusement leurs aptitudes ethniques...

... Mais la tâche principale des Géorgiens, comme des Finlandais, des Polonais, des Arméniens, des Juifs, est de s'unir en une masse compacte avec les libéraux et surtout les socialistes russes qui mènent avec un admirable courage la lutte contre le despotisme.

C'est ce que comprenaient les ouvriers mêmes de la capitale de la Géorgie, Tiflis, lorsqu'il y a quelques mois



ils parcouraient les rues de la ville, au nombre de plusieurs milliers, drapeau rouge en tête.

Onivokring, revue flamande de sociologie, d'art et de science, n° 5, août 1903 :

Anvers, 15 deurnestraat.

Le désir de l'indépendance nationale aussi bien qu'individuelle, s'accroît de jour en jour. Les Finlandais, les Tchèques (partout où beaucoup de petites nations avaient été unies) se révoltent contre les pays qui ont absorbé leur indépendance respective.

La Géorgie est le nom d'un organe avec lequel quelques Géorgiens veulent attirer l'attention de l'Europe sur les conditions de leur peuple — un peuple avec son propre caractère, sa langue et ses coutumes — annexé à la Russie immense et gardé par force sous le knout du tzar.

La Géorgie demande que le pays soit reconnu comme Etat administrativement libre, comme il devait être d'après le traité d'annexion de 1783.

On oppose à la centralisation autocrate d'aujourd'hui une fédération des différentes nationalités qui forment la Russie, avec le respect réciproque des langues et des droits locaux.

Partout où les opprimés s'opposent aux oppresseurs, notre sympathie appartient naturellement aux premiers. La lutte des Géorgiens, la lutte désespérée de cette poignée d'hommes contre le colosse du tzarisme ne peut pas être regardée avec indifférence. Certainement les résultats immédiats seront quelques emprisonnements et déportations pour la Sibérie. Pourtant, les efforts des Géorgiens ne seront pas perdus, parce que l'idée ne peut pas être incarcérée avec ses porteurs. Aucune prison ne sera capable d'empêcher que les idées semées, tôt ou tard, croissent et portent leurs précieux fruits.

La Fédération révolutionnaire arménienne nous écrit :

C'est avec une grande satisfaction que nous vous entendons prêcher la solidarité des deux peuples voisins — Géorgien et Arménien — liés entre eux par tant de souvenirs historiques et tant d'intérêts. Nous aussi, nous nous sommes fait un devoir de défendre cette solidarité qui est le grand principe de la démocratie contemporaine.

Nous consacrerons dans un des prochains numéros du *Droschak* un article à *La Géorgie*.

L'ŒUVRE DE VOSTORGOFF

(De notre correspondant)

Le prêtre Vostorgof, accompagné de l'Exarque de la Géorgie, Alexis, a fait récemment une tournée dans la Mingrélie. On sait que le principal agent de la politique russe chez nous est Vostorgof, un prêtre

sans scrupules. Les autres hauts fonctionnaires, étant comme grade ses supérieurs, ne sont en réalité que ses subordonnés. Ce ne fut pas un voyage de deux pères spirituels, ce fut plutôt l'excursion de deux tyrans. Ils étaient escortés de mouchards, d'agents de police et de cosaques. L'Exarque et le prêtre Vostorgof attendaient de la part de la population des ovations, des réceptions pompeuses, mais ils furent déçus.

La Mingrélie est cette partie de la Géorgie qui est avec Abkhasie et Svanethi, depuis longtemps visée par le gouvernement russe. Les lecteurs de *La Géorgie* savent que la campagne a été entreprise par le procureur du Saint-Synode, M. Pobedonostsef, qui a toujours essayé de maintenir que les Mingréliens et les Svanetiens ne sont pas Géorgiens, que leur langue n'est pas une langue géorgienne; et que, par conséquent, il faudrait introduire la langue russe dans l'école et dans l'église de la Mingrélie.

L'œuvre commencée par Pobedonostsef, le projet de séparer la Géorgie d'une de ses plus anciennes provinces a été réalisé par Vostorgof. C'est dans ce but qu'il avait entrepris ce voyage.

Les Mingréliens reçurent les deux fonctionnaires avec beaucoup de réserve. Ils comprirent que ces voyageurs venaient pour accomplir une œuvre néfaste, ils comprirent le danger d'être séparés de la mère-patrie. Et ils ne cachèrent ni leur mécontentement, ni leur indignation.

A Poti, l'Exarque fut reçu par une députation des Mingréliens. L'un des membres prit la parole et lui dit :

« Nous n'avons rien ni contre le gouvernement, ni contre la langue russe. Nous vous prions seulement de nous laisser, dans nos églises et dans nos écoles, notre langue nationale — la langue géorgienne. »

L'Exarque l'interrompit et lui défendit de continuer. Et Vostorgof leur cria : « Votre plainte est déplacée et même déloyale ! »

Ce qui n'empêcha pas que, dans les villes comme dans les campagnes, les Mingréliens renouvelèrent leur plainte et manifestèrent leur mécontentement.

Pour apprécier par quels moyens les agents du gouvernement fomentent la division et le mécontentement du peuple, nous n'avons qu'à signaler le fait suivant. Pendant un banquet, l'exarque a prononcé un discours, et a dit, entre autres choses : « Demandez à M. Théodote Geordania (inspecteur des écoles publiques du gouvernement de Koutaïss), c'est un Mingrélien, et il vous dira que les Mingréliens ne sont pas des Géorgiens ». Théodote Geordania, triste personnage fonctionnaire du régime corrompueur actuel, qui sert d'instrument à ses supérieurs pour l'accomplissement de leur œuvre criminelle, Th. Geordania, à qui s'adressait l'Exarque pour appuyer son affirmation, n'a pas osé, devant ses compatriotes, renier publiquement sa nationalité. Très confus, très



perplexe, sous les regards sévères de ses supérieurs hiérarchiques, il n'osa prononcer un seul mot.

Le résultat de cette tournée ecclésiastique est maintenant connu. On élabore le projet de créer une chaire spéciale pour la Mingrélie, la Svanethi et l'Atchara (partie du gouvernement de Batoum) avec un vicaire russe. On a tout à fait supprimé la langue géorgienne dans les écoles publiques de Mingrélie. Outre cela, sur l'insistance de Vostorgof, les instituteurs supérieurs de l'école publique de la Géorgie entière doivent être remplacés par des Russes. Et pour activer et compléter le système arbitraire de ces mesures restrictives, un honnête fonctionnaire géorgien, M. Maminaichuili, inspecteur des écoles de la « Société de la restauration de la foi chrétienne au Caucase », a été envoyé dans un gouvernement du centre de la Russie et remplacé, lui aussi, par un Russe.

Tous ces événements sont de nature à aggraver la situation générale de notre pays. Les Géorgiens se demandent si la patience du peuple géorgien n'a pas de limites, et si l'heure n'est pas venue de résister avec toutes ses forces contre l'anéantissement graduel de la vie nationale et la dégradation morale. Comme moyen de lutte, dans les circonstances actuelles, on propose le refus de l'impôt. On va faire de la propagande dans ce sens. Vraiment ! à quoi bon payer des taxes pour entretenir, aux dépens du peuple, des écoles, si ces écoles deviennent un moyen d'oppression, un milieu de dépravation morale ? Non, le peuple ne veut pas cela. Il n'est pas dupe. Le jeu du gouvernement est devenu trop clair. Colonisation d'un pays surpeuplé, persécutions féroces et brutales des paysans, tuerie des ouvriers, école et église anti-nationales imposées à un peuple de vieille civilisation, défiance à l'égard de fonctionnaires honnêtes — tout cela comble la mesure et exaspère le peuple géorgien.

Le dénouement de ce drame qui se déroule en ce moment devant nous ne peut pas tarder. Et si le monde civilisé est attristé par le spectacle lugubre d'événements inattendus, si le sang versé commence à émouvoir la conscience humaine, il faut que le monde tout entier se dresse contre le fauteur de tous ces malheurs, il faut que l'Europe fasse un vide autour de l'autocratie russe — cause de toutes les souffrances de tous les sujets de cet immense empire. Il faut que toutes les responsabilités, aux yeux du monde civilisé, retombent sur la tête du sultan rouge moscovite.

DE LA JUSTICE POPULAIRE

Les institutions judiciaires de la Géorgie ont des bases communes avec celles de l'ensemble de l'Empire russe. Toutefois, abstraction faite des détails, il y a une institution d'une importance capitale, qui est considérée, dans l'Empire, comme une garantie

de premier ordre pour la conformité des jugements avec l'esprit public, et qui pourtant a été retranchée de l'organisation judiciaire de la Transcaucasie. Nous voulons dire le jury, qui avait été introduit dans la législation russe sous Alexandre II.

Même avec cette restriction si grave, les institutions en question ne sont pas dépourvues de certaines qualités qui rendraient leur fonctionnement plus ou moins salutaire ; mais, malheureusement, dans l'état actuel des choses, le jeu en est presque complètement vicié par quelques défauts qui leur sont inhérents.

La justice est rendue, en Géorgie, par des magistrats étrangers qui appliquent, dans ce pays, un droit également étranger quant à l'origine et quant à la langue.

De cette façon, les conditions primordiales de toute bonne justice font défaut, et le fonctionnement des institutions est frappé d'une stérilité inévitable.

Le point de départ de ce système est celui-ci : On ne veut pas admettre que les Géorgiens aient une mentalité à eux ; qu'ils aient leurs intérêts et leurs aspirations ; qu'ils aient besoin d'un droit civil et pénal élaboré par eux et conforme à leurs intérêts. On considère la Géorgie comme une partie de l'Empire russe assujettie au régime commun. Le droit qu'on applique en Géorgie est le même qui, élaboré à Saint-Petersbourg, est appliqué au peuple russe.

L'unité du droit et de la jurisprudence est maintenue par le Sénat, dont le siège est également à Saint-Petersbourg.

La Pologne, les provinces Baltiques ont conservé leur code civil respectif. Peut-être va-t-on leur ôter ce privilège dans une prochaine révision du droit civil, conçue dans l'esprit d'unité et d'uniformité.

Rien de plus louable et de plus légitime que cette unité et cette uniformité, quand elles sont imposées aux diverses parties d'un seul peuple : l'unité et l'homogénéité des lois ont partout et largement contribué à la consolidation de l'unité nationale ; personne ne l'ignore. Mais les mêmes procédés perdent toute leur valeur et deviennent simplement oppressifs et tyranniques quand ils sont appliqués à des nations différentes, que la langue, le passé et le tempérament distinguent, dans le seul but de leur ôter une des plus importantes ressources de leur existence nationale.

Le droit pénal russe a été introduit en Géorgie aussitôt l'annexion. Le code national, quant au droit civil, resta quelque temps en vigueur, mais peu à peu il se trouva insuffisant et mal adapté aux besoins nouveaux. Au lieu de réformer le droit national, on lui a simplement substitué le code russe, en y introduisant quelques règlements empruntés à l'ancien droit géorgien (du code Wakhtang).

Dépourvu de son droit national, le peuple perdait pour ainsi dire sa conscience juridique. La loi écrite en russe, faite en Russie et conçue dans l'esprit russe, ne dit rien ni à l'oreille ni à l'intelligence



géorgienne. Le droit actuel n'est qu'un amas de règlements imposés par une volonté étrangère, trop souvent hostile, toujours soupçonneuse. Dans ces conditions, la vie et la discipline juridique, aussi bien que tous les avantages qui peuvent ressortir d'une justice publiquement rendue n'existent pas pour les Géorgiens. Toute une fonction sociale de la plus haute importance, tout un service public qui devrait être à la portée de tout le monde, a lieu en dehors de la conscience nationale. Cela veut dire, en d'autres termes, que les effets éducateurs d'une des premières branches de la vie publique sont nuls pour le pays, et que cette branche même est viciée dans sa racine.

Ce n'est pas tout encore. Le droit ainsi établi en dehors du pays par les fonctionnaires d'un gouvernement jaloux, hostile et étranger, est en outre appliqué par des magistrats que ni la naissance, ni l'affection, ni aucun lien n'attachent à leurs justiciables. Qu'il y ait parmi eux de braves gens, parfois des jurisconsultes consommés et même bienveillants, rien de plus possible. Mais tout les sépare de la population : en premier lieu, la langue ; les interprètes devenant une plaie inévitable pour la justice — les juges, avec leur cortège de lois et de règlements, faisant un ensemble très compliqué.

Voilà des choses bien simples et qui ne sont pas neuves pour qui connaît les procédés judiciaires des Etats dans les provinces assujetties au joug étranger. Et tout le monde sait en même temps que les moyens sont assez simples pour y remédier. Seulement, il faudrait d'abord un peu de bonne foi et de franchise pour reconnaître l'existence d'une nation avec sa physionomie propre, là où l'on ne voulait rien voir qu'une poussière humaine d'administrés, de sujets russes ; ensuite, il faudrait organiser les grands mécanismes sociaux — la justice et son pendant : l'administration — en vue des besoins, des intérêts et du caractère du peuple géorgien et non se laisser guider par d'autres considérations. La majeure partie de la Géorgie a une population géorgienne homogène, et il n'y a pas de doute qu'une justice nationale rendue en langue nationale y puisse être organisée. Pour les districts dont les populations sont mixtes, rien de plus simple que d'admettre à côté de la langue géorgienne la langue des justiciables — l'arménien, le turc, le russe, selon les cas. Mais il faut y insister — la solution pour la Géorgie proprement dite n'offre pas des difficultés considérables. Quant à l'ensemble de la Transcaucasie, le même principe adopté pour les provinces arméniennes et musulmanes aboutirait aux mêmes résultats ; à la simplification de la justice, à son efficacité et à son adaptation au rôle qu'elle doit jouer dans chaque pays civilisé. Elle deviendrait l'organe de la volonté générale dans les différends et les conflits des particuliers entre eux et avec la chose publique.

La justice nationale seule peut satisfaire à ses besoins. Pour la Géorgie, comme pour tous les autres pays, point de justice en dehors du droit populaire,

en dehors des magistrats nationaux et de la langue nationale.

BIBLIOGRAPHIE DE LA GÉORGIE

Dix-neuvième siècle

(Suite)

- GAMBA (JACQUES-FRANÇOIS). — Voyage dans la Russie méridionale et particulièrement dans le Caucase, 1820 à 1824. — With an atlas, 2 tom, Paris 1826.
- LYALL (ROBERT). — Travel in Russia, the Crimea, and Georgia. — London 1825, 2 vol. in-8°.
- « ASIATIC JOURNAL ». — London. Formur and present state of the Road over mount Caucasus 1825. Visite to the Caucasian Woll 1833. The Caucasian nation 1837 and other articles.
- BRONIEVSKÛ. — Puteshestvié na Kavkazie (Naskva 1825), 2 vol.
- HENDERSON. — Biblical Researches and Travels in Russia, including the passage of the Caucasus. London 1826.
- HALEN (D. JUAN VAN). — Dos anos en Russia. Valencia 1849, 8 vol. Also Mémoires, Paris et Bruxelles 1827.
- KLAPROTH (JULIUS VON). — Voyage au mont Caucase. Paris 1827. — Extrait d'une topographie de la Géorgie, Paris n. d.
- SERISTORI (comte). — Notes sur les provinces russes au-delà du Caucase. Odessa 1829.
- VESTER (J.-C.-W.). — Steine reise nach Grusien-Leipsig 1829.
- ROTTIERS. — Itinéraire de Tiflis à Constantinople. Bruxelles 1829.
- JAEGER (B.). — Reise von St-Pbg in die Krinn und die Laender des Kaukasus. Leipsig 1830.
- KUPFER. — Voyage dans les environs du Mont Elbrous, St-Pbg. Acad. Sciences, 1830.
- JAEGER (B.). — Versuche einer Darstellung des natuerlichen Reechthums... der russischen Laender jenseit des Kaukasus. Leipzig 1830.
- MARIGNY (E.-T., DE). — Portulan de la Mer Noire. — Odessa 1830.
- GUIBAL (PAUL). — Industrie et économie des Abazes in Courrier de la nouvelle Russie. Odessa 1831.
- ARMSTRONG (T. B.). — Travels in Russia and Turkey... Itinerary through... Georgia-London 1831.
- BUDBERG LEORRH. FRECHOR VON). — Galerg der neuesten Reisen von Russen durch Bussland. St-Pbg 1832.
- SERISTORI (L. comte). — Notes statistiques sur le littoral de la Mer Noire. Vienne 1832, in-8°, 22 pp.
- Nouvelles Annales des voyages.* — Paris. Nany articles
- Nouveau Journal asiatique.* — Paris. Description géographique du Gouria 1832.
- Annalen der Erdkunde.* — Blick auf Georgien 1832. Géorgien und seine Umgebung 1843.
- EICHWALD (CARL ED. VON). — Reise auf dem Caspischen neere und in den Caucasus Stuttgart 1834-38.
- MIGNAN. — Journal of a Tour through Georgia. Asiatic Society. Bombay 1834.

(A suivre).

La gérante : E. RENAUD.

(Travail exécuté en commandite par des ouvriers syndiqués).

Association ouvrière, J. Allemane, directeur, 51, rue Saint-Sauveur.